

LA MAUVAISE GRAINE

Octobre 2008
N° 63

Feuille mensuelle lycéenne-étudiante d'information et d'analyse anarchiste

Sauvons l'école ! Selon une dépêche de l'AFP du 26/09/08, le budget de l'éducation nationale prévoit la suppression de 13 500 postes – ça, nous le savions. Par contre, la nouveauté tient dans le choix des suppressions de postes. L'état va gratter sur tous les postes possibles (remplaçants, stagiaires et mis à disposition des associations d'éducation populaire). Mais le pire, si j'ose dire, c'est le sort réservé aux enseignants spécialisés. Ils disparaissent purement et simplement. Pour les initiés, c'est la fin des RASED, c'est-à-dire des Réseaux d'aide aux enfants en difficulté. Ces enseignants spécialisés, avec une année de formation supplémentaire spécifique, sont chargés d'apporter des réponses aux difficultés rencontrées par les élèves. Ils essayent de mettre en place des stratégies de réussite que les élèves réinvestissent dans les apprentissages. Après les maternelles, ce sont les RASED qui sont attaqués. Va-t-on attendre les prochaines attaques pour réagir ? La guerre des classes est déclarée !

Contact groupe Proudhon : CESL, BP 121, 25014 Besançon cedex – Tél.: 03 81 82 14 94 – email : groupe-proudhon@federation-anarchiste.org
Permanences : Librairie lautodidacte.org – 5, rue Marulaz – Mercredi de 16 h à 19 h – Samedi de 15 h à 19 h – <http://www.lautodidacte.org>

MOBILISONS-NOUS CONTRE EDVIGE !



En cette rentrée 2008, le gouvernement se trouve embarrassé par une contestation large contre la mise en place d'Edvige (ou de ses nouvelles mutations imprononçables type EDVIRSP), un fichier policier qui va augmenter les champs d'attribution de l'ancien fichier des Renseignements Généraux et en réduire les instances de contrôle publiques. Si Edvige choque, il n'a pourtant malheureusement rien d'étonnant dans l'ordinaire du discours sécuritaire et du déferlement exponentiel de mesures de contrôle et de répression que celui-ci a cautionnées depuis dix ans.

Une justice à la botte

En un temps record de nouvelles lois se sont succédées pour augmenter les pouvoirs policiers : Lois de Sécurité Quotidiennes, Lois de Sécurité Intérieures, Lois de prévention de la délinquance, rétention de sûreté, peines planchers, lois permettant l'espionnage des communications informatiques et téléphoniques des populations, fichage ADN (FNAEG) étendu à tous les crimes et délits à part les crimes financiers.

Une jeunesse bâillonnée

La jeunesse, embryon d'agitation et de subversion a été particulièrement visée: dépitage de la délinquance au berceau, construction de prisons pour mineurs (EPM), fichage « base-élève » des écoliers ou acclimatation précoce aux formes de contrôle technologique visant à s'implanter dans le reste de la société comme le contrôle biométrique pour rentrer à la cantine.

Des villes transparentes. Des nouvelles normes d'urbanisme aseptisées cherchent à installer un système panoptique avec lequel l'Etat peut voir en permanence sans être vu, ainsi qu'à empêcher toute possibilité de rassemblement non contrôlé ou de manifestations spontanées.

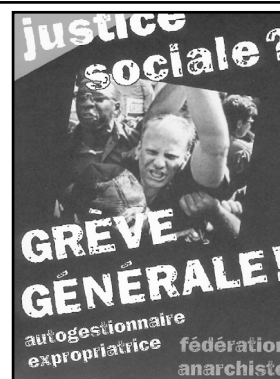
Des super policiers

Outre la démultiplication des vigiles privés armés, des milices policières musclées, dotées de nouvelles armes de pointe (Flashball, Tazers...) ont été mises en place pour intervenir dans la rue (la BAC) ou mater les détenus à l'intérieur des prisons (ERIS) et la police politique s'est vu renforcée par la fusion de la DST (Direction de la Surveillance du Territoire) et des RG (Renseignements Généraux) en DCRI (Direction Centrale du Renseignement Intérieur).

Des humains pistés

Des entreprises privées avides de « traçabilité » et de nouveaux marchés ont intégré le contrôle dans notre quotidien et ont cherché à nous le faire accepter par le biais des outils de consommation et de communication censés être indispensables à la vie moderne : GPS, téléphones portables, puces RFID...

La recherche a été asservie à des besoins militaires et des enjeux commerciaux et se



Si tu souhaites être tenu au courant des activités du groupe Proudhon et de la librairie l'Autodidacte, envoie ce coupon à CESL - BP 121 - 25014 Besançon cedex.

NOM : Prénom :

Adresse :

Mail :

consacre à l'heure actuelle à la confection de caméras intelligentes, puces sous-cutanées, drones, bornes de fichage biométriques, système d'analyse de l'ADN et autres gadgets miniaturisés par le biais des nano et biotechnologies.

Une contestation muselée

Les possibilités de manifester et de lutter sont de plus en plus mises en danger. Pour faire taire les solidarités face aux révoltes à l'intérieur des centres de rétention on a par exemple assisté ces derniers mois à des attaques pénales et interdictions de manifestations visant les collectifs de soutien aux sans-papiers. Des militant-e-s engagées dans ces mouvements ont aussi été incarcérées, suite à des montages policiers fumeux les accusant de faire partie de fantomatiques organisations clandestines aux visées terroristes. Une circulaire du ministère de l'intérieur, dénoncée par le Syndicat de la Magistrature, a même imposé que tous les militants fichés comme « anarcho-autonomes » soient poursuivis dans le cadre de procédures spéciales anti-terroristes en cas d'arrestation.

De quoi ont-ils si peur ?

Plutôt que de chercher des causes dans l'organisation sociale, le gouvernement et une cohorte de pseudo-scientifiques et policiers derrière lui voudraient nous faire considérer que l'on est prédestiné génétiquement à être délinquant, pauvre, suicidaire ou pédophile. La punition obsessionnelle de prétendus « coupables » et la casse des jeunes, des immigrés et des contestataires fait office de solution politique face à la montée des inégalités sociales, des ghettos, de la misère, et de l'absence de perspectives de vie hors de boulots précaires et asservissants.

Si Edvige est dangereux, c'est parce qu'il vient renforcer et compléter un ensemble de formes de contrôle et de mesures répressives et constitue ainsi une brique de plus dans un dispositif global visant à contenir un mal-être et des contestations croissantes et à assurer la sécurité... des gouvernants. De manière générale l'actuelle militarisation forcenée du monde, jusque dans nos contrées occidentales, correspond surtout à un processus désespéré pour maintenir l'exploitation capitaliste et les privilèges des classes dominantes face à la crise économique, aux émeutes de la faim, ou aux conséquences du réchauffement climatique et de la dépossession critique des ressources naturelles.

La campagne contre Edvige est partie d'associations et syndicats qui n'ont eu cesse de dénoncer ces dernières années les innovations sécuritaires et de prévenir la mise en place d'un état policier, Du Syndicat de la Magistrature à la Ligue des Droits de l'Homme, en passant par Act Up, la FSU ou la CNT, ainsi que de nombreux collectifs autonomes font un vrai travail de terrain.

Si l'on doit se réjouir de l'ampleur de la réaction actuelle on ne peut néanmoins manquer de s'interroger sur la cohérence et la sincérité de la participation de certains des partis politiques qui prennent le mouvement en marche...

En effet, la mise en place de politiques sécuritaires, la gauche institutionnelle et notamment le PS y ont largement contribué au cours des dix dernières années par une chasse électorale démagogique du côté des terrains traditionnels de la droite et de l'extrême droite en flattant l'électeur du côté de la peur et des fantasmes policiers, disciplinaires et xénophobes. C'est d'ailleurs Michel Rocard qui en 90 avait donné son feu vert à la naissance du dossier des Renseignements Généraux avec un décret permettant notamment la mention des « origines raciales ». Pour ne citer que quelques exemples, nous n'avons pas oublié les Lois de Sécurité Quotidienne votées par un parlement à majorité socialiste en 2001 qui ont élargi le fichage des empreintes génétiques (FNAEG) aux délits mineurs, et augmenté le contrôles des serveurs et communications internet, créé le délit de rassemblement dans les halls d'immeuble ou la prison pour les fraudeurs de transports en commun, pas plus que la volonté de résoudre le problème de la délinquance juvénile par un encadrement militaire, la condamnation des révoltes de 2005 dans les banlieues et de jeunes qualifiés par exemple par M. Rebsamen de « barbares », « qui n'ont pas de civilisation », ou plus généralement la mise en place de contrôles policiers et technologiques accrus dans de nombreuses villes de gauche...

Edvige inquiète-t-il tant parce qu'il est censé toucher aussi les citoyens plus aisés et bien intégrés, des responsables syndicaux ou religieux aux chefs d'entreprise en passant par les animateurs sportifs, alors que la mobilisation est bien moins large quand la répression et le fichage visent en particulier les « classes dangereuses » : pauvres, jeunes des cités, sans-papiers, lycéens et étudiants contestataires, militants de terrain ?

Passée l'attention médiatique et au prix de quelques modifications mineures pour calmer une contestation qui ne verrait pas plus loin qu'Edvige, le gouvernement risque d'avoir de nouveau les mains libres pour faire passer des fichiers similaires sous d'autres formes.

La pertinence et la force politique du refus d'Edvige tiennent aujourd'hui à notre capacité de l'inscrire dans une dénonciation globale des politiques sécuritaires dans lesquelles ce fichier s'imbrique et du système capitaliste qu'elles cherchent à maintenir coûte que coûte. Elle tient aussi à notre capacité à désobéir au quotidien et apprendre à déjouer individuellement et collectivement les diverses formes de contrôle.